

Sogeger S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social : 9b, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

NUMERO : 5761

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 29 DECEMBRE 2016

L'an deux mille seize, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître **Cosita DELVAUX**, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu :

Monsieur **Georges CLAES**, né le 7 mars 1928 à Anvers (Belgique),
demeurant au 50, Route Pré du loup, CH-1974 Arbaz-Valais,

dûment représenté par Monsieur **Fons MANGEN**, expert-comptable,
demeurant professionnellement 9b, boulevard Prince Henri, L-1724
Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Sion le 27
décembre 2016.

Cette procuration, après avoir été signée *ne varietur* par le mandataire du
comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être
soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant indiqué, a requis le notaire
d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée régie par
les lois y relatives et les présents statuts.

Art. 1. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée
sous le nom de « **Sogeger S.à r.l.** » (ci-après la « **Société** ») qui sera régie par
les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915
concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi** ») ainsi que
par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune
par simple décision du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du
conseil de gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg
(i) par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés

délibérant comme en matière de modification des statuts ou (ii) par une résolution du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par une résolution du conseil de gérance. Dans ce cas, le gérant unique ou le conseil de gérance aura procuration pour le faire acter par-devant notaire (constat) afin de refléter ce changement dans les statuts.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la Société est fixé à dix-sept millions d'euros (EUR 17.000.000,-) représenté par cent soixante-dix mille (170.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent euro (EUR 100,-) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi

La Société peut maintenir un compte général de prime d'émission. Toute prime d'émission versée à l'égard de toute part sociale lors de leur émission, le cas échéant, sera attribuée au compte général de prime d'émission de la

Société. Le montant du prédit compte général d'émission constitue des réserves librement distribuables de la Société.

La Société peut détenir un compte général de réserves spéciales en capital (compte 115 « apport en capitaux propres non rémunérés par les titres » du plan comptable luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 10 juin 2009). Le montant de ce compte de réserve constituera des réserves librement distribuables de la Société.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, dans les conditions prévues par l'article 199 de la Loi.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la Loi.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associé(s). Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents statuts seront de la compétence du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société à cet égard à un ou plusieurs gérants, administrateurs ou autres mandataires, qu'ils soient associés ou non, agissant soit individuellement, soit conjointement, conformément à la Loi. Le ou les délégués à la gestion journalière peuvent être

révoqués ad nutum par décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut en outre subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, les signatures pouvant être apposées sur différents exemplaires, chaque exemplaire étant un original mais tous les exemplaires ensemble constituant le même document. En cas de gérant unique, les décisions sont actées dans des résolutions écrites ou dressées par écrit.

Dans l'éventualité où un gérant ou un agent de la Société a un intérêt financier opposé à celui de la Société à l'occasion d'une transaction avec la Société, ledit gérant ou agent concerné en informera le conseil de gérance et cette déclaration sera consignée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Le gérant concerné ne délibérera pas ni ne prendra part au vote sur cette transaction. Ce conflit d'intérêt sera rapporté à la première prochaine assemblée des associés avant qu'elle ne statue sur tout autre point.

Nonobstant ce qui précède, aucune transaction journalière conclue dans des conditions normales, ni aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ne sera impactée ou invalidée par le fait qu'un ou plusieurs des gérants ou agents de la Société n'aient un intérêt, ne soit gérant, administrateur, associé, agent ou employé de cette autre société. Tout gérant

ou membre de la Société qui serait administrateur, agent ou employé d'une société ou d'une entreprise avec laquelle la Société signerait un contrat ou s'engagerait en affaires, ne sera pas, du fait de son affiliation avec cette autre société ou entreprise, empêché de délibérer et de voter ou d'agir sur les points en rapport avec ces contrats ou autres affaires.

Art. 13. La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le gérant unique ou le conseil de gérance (suivant le cas).

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

Les décisions de l'associé unique prises en vertu du paragraphe précédent seront enregistrées dans des procès-verbaux ou des résolutions écrites.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital. Toutefois, les résolutions modifiant les statuts de la Société et changeant sa nationalité ne peuvent être adoptées que par des associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 16. Les assemblées générales se tiennent au siège social de la Société sur convocation, par lettre recommandée et par courrier électronique, à l'heure spécifiée dans la convocation. Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent dûment convoqués et informés de l'ordre du jour

de l'assemblée générale, ils peuvent se tenir sans convocation préalable.

Les associés sont tenus de participer physiquement à chaque assemblée générale soit personnellement soit représenté. Un associé peut donner une procuration écrite afin d'être représenté à une assemblée générale. Sauf le cas d'un associé unique, le porteur de la procuration doit être un associé.

La participation à l'assemblée générale par téléphone ou par vidéoconférence, ou par tout autre moyen de communication qui n'est pas une participation physique à l'assemblée n'est pas admise.

Une liste de présence doit être établie à toutes les assemblées générales.

Si le nombre des associés de la Société n'excède pas soixante (60), les résolutions des associés (à l'exception d'une résolution modifiant les statuts) peuvent être adoptées par écrit conformément à l'article 193 de la Loi.

Art. 17. L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 19. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 20. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, conformément à l'article 198 bis de la Loi, à tout moment et aux conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le gérant unique ou le conseil de gérance;

2. ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

3. la décision de payer des dividendes intérimaires doit être adoptée par

le gérant unique ou le conseil de gérance dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intermédiaires; et

4. le commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises, s'il y en a, vérifie si les conditions prévues ci-dessus ont été remplies.

5. Si les dividendes intermédiaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, une telle différence sera considérée comme un acompte à valoir sur le dividende suivant.

Art. 21. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 22. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même Loi sont d'application.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2017.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, l'intégralité des parts sociales a été souscrite par Monsieur **Georges CLAES**, le fondateur pré-qualifié (le « Fondateur »), représenté comme dit ci-avant, et a été intégralement libérée par voie d'apport en nature comme décrit ci-après :

Description et réalisation de l'apport

L'apport en nature réalisé par le Fondateur consiste en vingt-trois mille deux cent soixante-quatorze (23.274) actions représentatives de vingt pourcent (20,00%) du capital social de **ENOSIS S.A.**, une société anonyme ayant son siège social au 9b, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section

B sous le numéro 78226, lequel apport est évalué à dix-sept millions d'euros (EUR 17.000.000).

La preuve de l'existence, de la propriété juridique et de la valeur de l'apport ci-dessus a été présentée au notaire soussigné.

Il résulte en outre de la déclaration du Fondateur et de l'attestation du conseil d'administration de la société **ENOSIS S.A.** ce qui suit :

- que les actions apportées sont librement transmissibles, conformément aux dispositions légales et documents constitutifs des sociétés apportées et qu'il existe aucune restriction à leur transfert;
- que les actions apportées sont libres de tout gage, engagement, opposition, transfert ou tout autre charge ou droit pouvant les grever et qu'il n'existe aucun droit de préemption ou autre droit revenant aux tiers;
- que la valeur réelle des actions apportées est au moins égale au prix de souscription;
- que tout le nécessaire sera fait afin d'accomplir toutes les formalités requises au Grand-Duché de Luxembourg aux fins de réaliser l'apport de manière effective et de rendre la transmission des actions de apportées effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de EUR 6.100,-

Résolutions de l'associé unique

Le Fondateur, représenté comme ci-avant indiqué, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris immédiatement les résolutions suivantes :

1. Le siège social de la société est fixé au 9b, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

2. Le nombre de gérants est fixé à trois (3). Les personnes suivantes sont nommées gérants, pour une durée indéterminée, avec les pouvoirs tels que définis à l'article 13 des statuts de la société :

1. Monsieur **Fons MANGEN**, né à Ettelbruck (Luxembourg), le 17 juin 1958, demeurant au 147, rue de Warken L-9088 Ettelbruck,

2. Monsieur **Joseph BRUYNINCKX**, né à Anvers (Belgique), le 29 juin 1951, demeurant au 54, Route Pré du Loup, 1974 Arbaz, Suisse,

3. Monsieur **Jean-Hugues ANTOINE**, né à Arlon (Belgique), le 18 juin 1974, demeurant au 7, rue de la Sartelle, 6810 Izel, Belgique.

DONT ACTE.

Fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire du comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

(Signé) F. MANGEN, C. DELVAUX

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 03 janvier 2017

Relation : 1LAC/2017/244

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) P. MOLLING

POUR EXPEDITION CONFORME,

délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Recueil Electronique des Sociétés et Associations (RESA).

Luxembourg, le 11 janvier 2017

Me Cosita DELVAUX